

Convention collective départementale
IDCC : 2221. – MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX
(Isère et Hautes-Alpes)
(13 septembre 2001)
(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)
(Étendue par arrêtés du 8 avril 2003 et du 11 mai 2004,
Journal officiel du 19 avril 2003 et du 22 mai 2004)

AVENANT N° 4 DU 13 DÉCEMBRE 2017
À L'AVENANT DU 19 OCTOBRE 2011
RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1850154M
IDCC : 2221

Entre :
UDIMEC Isère,
D'une part, et
SYMÉTAL 38 CFDT ;
CFE-CGC SMI Isère ;
USTM CGT Isère ;
CFTC METAL Isère,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au terme d'un nouvel examen du régime complémentaire obligatoire frais de santé de la convention collective des mensuels des industries des métaux de l'Isère et des Hautes-Alpes, les partenaires sociaux décident des présentes mesures.

Le présent avenant a pour objet d'entériner les modifications utiles résultant des dernières évolutions légales et réglementaires en matière de pratiques tarifaires, et celles relatives au dispositif de l'article 4 de la loi Évin.

Par conséquent il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées (DPTM)

Le présent avenant a pour objet d'entériner les modifications apportées aux garanties du régime frais de santé de la convention collective par le remplacement du CAS (Contrat d'accès aux soins) par l'OPTAM/OPTAM CO (Option pratique tarifaire maîtrisée/Option pratique tarifaire maî-

trisée – chirurgie et obstétrique) conformément aux dispositions de la convention médicale du 25 août 2016.

Ces nouveaux dispositifs sont visés par le cahier des charges du contrat responsable défini aux articles L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale sous le terme commun de « dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée »

Article 2

Anciens salariés loi Évin

Par le présent avenant, les partenaires sociaux ont décidé des modifications suivantes relatives au dispositif de l'article 4 de la loi Évin :

L'article 6 des dispositions de l'avenant du 19 octobre 2011 intitulé « dispositions particulières concernant le maintien d'une garantie frais de santé » est supprimé.

Au sein de la partie 4 « tableaux des cotisations » de l'annexe 1 de l'avenant du 19 octobre 2011, modifié en dernier lieu par l'avenant n° 3 du 11 décembre 2015, sont supprimés :

Le tableau de cotisations « Anciens salariés licenciés ou invalides et ayants droit d'un salarié décédé » (dispositif « loi Évin »)

Le tableau de cotisation « Retraités et préretraités » (dispositif « loi Évin »)

Article 3

Date d'effet. – Formalités administratives

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} janvier 2018 pour une durée indéterminée.

Ayant vocation à définir les garanties minimales du régime collectif obligatoire frais de santé, dont doivent bénéficier tous les salariés relevant de la convention collective et ce quelle que soit la taille de leur entreprise, il ne prévoit aucune disposition spécifique en application de l'article L. 2232-10-1 du code du travail concernant les entreprises de moins de 50 salariés.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de notification, publicité et dépôt, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Son extension pourra être demandée à l'initiative de la partie la plus diligente.

Il est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour sa remise à chacun des signataires et pour l'accomplissement des formalités administratives utiles.

Il pourra être révisé suivant les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Fait à Grenoble, le 13 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)